

COMMENTAIRE SUITE A LA CAMPAGNE ELECTORALE AVRIL 2012

Les présentations des candidats ont été généralement concentrées sur les difficultés et les espérances des citoyens, ce qui est compréhensible. Pourtant le point commun est apparent ; la cause des difficultés budgétaires est souvent désigné : « la crise mondiale ». Cependant les mécanismes connus de la crise sont à peine évoqués , et les mesures rationnelles nécessaires à peine esquissées. La culpabilité de l'Euro est mythique : ce sont ses usages abusifs qui sont en cause : manipulation des crédits , des agents économiques et de la population.

Ce texte attire fermement l'attention sur la situation inquiétante économique et financière de la France. De nombreux autres auteurs sont encore plus alarmistes. Par exemple, De Closets, Inchauspe « L'échéance », Fayard 2011 (et http://www.dailymotion.com/video/xkwz04_francois-de-closets-la-ruine-des-etats-fera-couler-du-sang-et-des-larmes_news). Voir aussi J.E. Stiglitz (prix Nobel d'Economie) « Un autre monde, contre le fanatisme du marché » Fayard 2006. Aussi J. Attali « La crise, et après? » Fayard 2008. Aussi Landais, Piketty, Saez, « Pour une révolution fiscale » Seuil 2011. Aussi J.L. Beffa « la France doit choisir » Seuil 2012, et aussi Maurice Allais (prix Nobel d'économie) Figaro 12,19,26 octo 1998 (« opinions : la crise mondiale, Maurice Allais » souvent contesté sans justification), (<http://monnaie.wikispaces.com/Proposition+M.+Allais> etc ...)

Ainsi : « les dirigeants démocrates font ... ce qu'ils peuvent mais ils peuvent peu », (ou ne pensent pas pouvoir ?). Je constate que c'est visiblement très vrai ! Autrement dit, ils semblent ne pas gouverner, mais souvent se laisser mener par "les marchés". En réalité, "la main anonyme du marché" est essentiellement humaine et elle tend naturellement à servir des intérêts largement spéculatifs , de façon personnelle irresponsable , et non contrôlée efficacement . Elle joue avec les liquidités monétaires et elle est la cause prédominante des instabilités et des crises plus ou moins graves, comme cela est démontré explicitement par MAURICE ALLAIS dans son cours d'Economie générale (*sic*): (compte tenu de la contagion des conjonctures d'inflation ou déflation).

« En particulier , il est possible de démontrer qu'à quantité de monnaie manuelle constante , la possibilité d'émission de monnaie scripturale à découvert , et la thésaurabilité de la monnaie circulante sous forme manuelle ou scripturale, constituent deux facteurs de déséquilibre, dont chacun peut à lui seul expliquer la génération des cycles économiques, et en l'absence desquels aucune fluctuation cyclique générale ne saurait se concevoir » (M. Allais, Economie et Intérêt, 1947, Imprimerie Nationale , §149).

Autrement dit , l'usage de la monnaie sous toutes ses formes , crédits et créations financières variées , est un service social du fonctionnement économique , qui présente des dangers et nécessite une réglementation stricte d'une autorité responsable , comme le code de la route pour l'utilisation des voies de circulation , et un respect de ce code dans l'intérêt global de la société (efficacité et sécurité). C'est une évidence dans le domaine de chaque monnaie ! Le nier est irresponsable.

Suivant l'expérience historique des risques d'instabilité économique, ils dépendent fortement des événements monétaires imposés ou incontrôlés, (clairement décrit dans le cours d'Economie de M. Allais, pour moi en 1949). Cependant les commentaires actuels courants semblent souvent admettre "la crise" comme un phénomène naturel imposé par la "conjoncture extérieure". Ces dires sont souvent des pseudo-informations, des affirmations hypothétiques qui favorisent les craintes et amplifient l'instabilité, au lieu d'instruire le public de façon compétente. Elles me paraissent très souvent orientées pour accroître sciemment les craintes du public, pour faire sensation, et dans l'intérêt de spéculateurs bien placés, qui affirment servir l'économie, mais la desservent à leur profit.

En effet, comment admettre que la "crise" peut expliquer les faits observés? : avec des moyens de production développés , techniquement efficaces, comment l'économie peut-elle dévoyer son fonctionnement de façon à réduire gravement le niveau de vie des citoyens, surtout de la majorité des citoyens, les moins favorisés ? La baisse de la production et de la consommation en même temps qu'un chômage excessif , c'est évidemment contradictoire et signe d'un fonctionnement aberrant de l'économie. Ce fut bien le pire en 1930 aux USA ! Alors quelles seraient actuellement les mesures opportunes ?

Globalement, le bilan des opérations monétaires s'écrit « $(M + M') V = \Sigma (P \cdot Q)$ », où $M+M'$ est le volume total des masses monétaires mobiles comptabilisées, V est la vitesse de circulation de la monnaie (nombre moyen d'utilisations d'une unité monétaire, par an), P les prix unitaires et Q le nombre d'unités de chaque opération ; Σ est la somme des opérations de l'année . Ainsi il est inévitable que l'accroissement de M ou M' tend à accroître les prix P (inflation), et les quantités Q (croissance nominale) dans les limites matérielles possibles , bien au-delà de l'équilibre d'un régime stable d'égalité entre production et consommation globales, sans prendre en compte les graves inégalités individuelles qui s'auto-amplifient. En effet le jeu de la concurrence et du suréquipement favorisent les agents économiques les plus puissants, et donc les mieux informés.

Le contrôle strict du fonctionnement de la monnaie est nécessaire en ménageant au maximum la liberté des citoyens. Tous les moyens de tourner ce contrôle, crédits à découvert, produits financiers, "effets de levier", etc, qui mettent en circulation des liquidités monétaires incontrôlées sont des "bulles à retardement", et souvent des opérations frisant l'escroquerie à terme. Les circuits monétaires et fiscaux "hors contrôle" (Luxembourg, Monaco, Jersey, Suisse, Autriche, Singapour, etc...le monde) doivent obligatoirement se soumettre aux règles sous peine d'être sous contrôle douanier monétaire absolu (mondialisation sous contrôle).

Le volume $M+M'$ des liquidités doit être logiquement adapté aux besoins évalués par la banque centrale d'émission, c'est-à-dire par une gouvernance commune des états utilisateurs de cette monnaie, en tenant compte des utilisateurs étrangers : cette évaluation doit éviter l'excès d'émission (inflation), et le défaut (déflation). Or il est clair que l'évolution des techniques est la cause primordiale de l'amélioration du niveau de vie au cours de l'histoire de l'humanité, les progrès de la gestion et de la gouvernance lui étant corréliées. L'économie locale, et mondiale, présente donc constamment un besoin croissant de monnaie, parallèle à l'accroissement possible de la "production-consommation", avec un taux annuel moyen au cours des siècles récents de 0,05 à 2 % par an, épargne comprise. En effet les "producteurs-consommateurs" adoptent volontiers un équilibre moyen entre consommation et épargne , mais ils peuvent s'en écarter fortement en cas de craintes graves (crises, guerres) , surtout les possédants de grosses liquidités. En conclusion , le contrôle (à 2 % près?) du volume ($M+M'$) serait nécessaire (et suffisant?) pour régulariser l'évolution de l'économie sans doute. Naturellement tous les budgets devraient être en équilibre...en moyenne, et que chacun d'eux, les entreprises, les banques et les états, soient équilibrés c'est-à-dire aient des dettes solvables, sinon il y a inflation rampante, et crise en gestation :

-les entreprises (et administrations) entreprennent les projets dont le paiement est bien prévu (recettes et impôts futurs nécessaires publiés);

-les banques et agents financiers ne prêtent en crédits que les montants disponibles dans la durée nécessaire , les dépôts à vue n'étant pas disponibles, du moins à 10 % près, le taux de couverture étant au moins de 90% , (et non de 5 à 10 % !).

Il est évident qu'un tel état économique ne peut être obtenu que suite à une évolution progressive, prévue et annoncée franchement et publiquement avec un objectif précisé, en excluant les mesures qui pèseraient sur les bas revenus, avec l'appoint mesuré de la banque centrale. Les professions vivant de spéculations devraient être limitées aux opérations ayant une efficacité économique : pas de découvert, pas de cotation inutilement rapide dans la seconde (!) mais seulement dans l'heure, ou la journée (ou plus?) car la rapidité exagérée n'est pas réaliste pour l'efficacité économique, au contraire elle amplifie les fluctuations inutiles, trompeuses, et cause d'instabilité dangereuse. La fonction de la bourse n'est pas un jeu !

Conclusion : le contrôle opportun des liquidités monétaires est essentiel pour le bon fonctionnement de l'économie : il ne peut être laissé à des décideurs indépendants de l'autorité politique, et surtout pas « au marché ». Dans le cas de l'EURO , il semble évident que la BCE doit le faire dans l'intérêt de l'U.E.Européenne suivant les règles prévues d'équilibre avec adaptation à l'évolution économique. Seule la BCE doit pouvoir prêter avec mesure aux budgets gouvernementaux, qui ne doivent jamais emprunter aux banques ou autres organismes indépendants. Au contraire, c'est aux gouvernements nationaux (avisés et

compétents) de répartir les liquidités possibles avec la gestion de leur budget, et de la répartition (parts BCE, selon Maastricht) des émissions annuelles de la BCE.(≈ 2 - 4 % de la masse M+M' , par an). Cela suppose logiquement que l'autorité responsable est aussi sage, compétente et indépendante que possible !

Naturellement ces points de vue sont contraires aux « convictions libérales - financières » souvent défendues au nom de « la liberté », aux dépens du bon fonctionnement de l'économie et de la société, et aux dépens de « l'égalité » et de la « fraternité », par abus grossier de la « liberté » au profit de certains , aux dépens de beaucoup.

DISCUSSION septembre 2012 .

Ce texte est dense et soulève des questions : il comporte des points importants qui sont discutables et demandent des explications.

Question:

La mauvaise situation du budget national français n'est pas due à la crise monétaire internationale, mais aux excès de dépenses (des gouvernements précédents, et du public ?).

Réponse N.A.

C'est évidemment indubitable. Pourtant les responsables gouvernementaux ont couramment cité « la crise » comme épreuve , pour justifier le déficit croissant. Le président Sarkozy en 2007-2008 citait la nécessité d'accroître les liquidités monétaires (comment?) pour favoriser la croissance ! Cela a conduit aux réductions d'impôts (nourrissant le déficit sans profiter à la croissance) et aux abus financiers d'accroissement des endettements, fragilisant le « moral économique » dans le climat de « crise mondiale ». Je crois qu'il est illusoire de penser que la croissance est automatiquement et durablement produite par les manipulations de crédit ! Elle est produite par le travail efficace des entreprises, petites et grandes, production, recherche et développement. Elle a besoin de continuité, de stabilité de l'économie, de meilleures possibilités d'information et de prévision, et aussi d'une concurrence honnête, en somme elle a besoin de motifs de confiance ! Elle est menacée par les secousses, les « crises » dont le mécanisme est essentiellement monétaire, par excès de crédits incontrôlés (et manipulés par des intervenants puissants). Il en résulte des déséquilibres (bulles) qui craquent, des menaces de faillites et chômage de crise, chute de « la confiance » et escroqueries légales avec manipulations de la bourse, sans compter les manipulations des informations économiques journalistiques et les opinions contradictoires claironnées, qui sont souvent démenties en quelques jours ou quelques mois. Citons les analyses récentes du crédit qui semblent assez claires et compréhensibles, telle que « Narrow banking » de John Kay et collègues de Bank of England ainsi que « Narrow banking » de Kevin James, encore « L'argent dette » le film de Paul Guignon, et celui « Goldmansachs la banque qui dirige le monde » ARTE de J.Fritel et M.Roche du Monde. D'autre part, quels sont les motifs pour dévoyer le rôle économique des banques et de la bourse « épargne-investissement productif », en un casino de manipulations et d'informations tendancieuses ? Cette fonction comparable aux paris sur les courses (ou les matchs?) pourrait être réservée à des « bourses de pronostics » de statut économique et fiscal semblable à ceux des paris, et formellement déconseillées aux épargnants. Quant aux dettes des uns et des autres, et à celles collectives de l'état, ce sont des dettes envers des « crédateurs » qui accumulent des liquidités comptables « légales », et les retiennent en cas de crise ; mais qui sont ces gros crédateurs ? Et par quelles opérations (honnêtes et productives, ou spéculatives?) les ont-ils acquises? Qu'en font-ils de productif ? Où sont l'efficacité et la sécurité?

Remarquons que les « dettes réelles de production-consommation » ne doivent pas être confondues avec les « dettes comptables » transmises dans le temps virtuellement.

Question :

Il reste la réalité des comptes : les endettés sont-ils si imprévoyants et incompétents pour se laisser prendre à la gorge ainsi ? Les taux d'intérêt progressifs sont-ils motivés ? Les taux élevés sont-ils économiquement réalistes comparés aux 2% cités?

Réponse N.A. :

Les capacités de prévoyance et de compétence sont toujours limitées pour chacun d'entre nous. Ainsi pour la grande majorité des citoyens, et même des responsables économiques, il est difficile d'être plus compétents que les personnalités dont les opinions contradictoires nous abreuvent, et sapent « la confiance ». Comment apprécier ces informations (économiques ou politiques ou publicitaires ou trompeuses...) qui refusent d'expliquer le rôle du mécanisme monétaire (la création et le contrôle des liquidités, sujet tabou) mais laissent croire que les crises sont inéluctables ? Même des opinions rationnelles, clairement et franchement exprimées sont ignorées, niées ou ridiculisées de façon partisane, sans explication valable, ou avec des motifs très partiels, et partiels (cas du texte cité de M.Allais). Il est vrai qu'à certains niveaux il y a des acteurs qui ne souffrent pas des crises et des dettes ! Ils invoquent l'efficacité du marché, comme un dogme, alors que les conditions d'information et de concurrence sont grossièrement détournées, et que l'objectif économique de niveau de vie est contredit par l'aggravation démesurée des inégalités !

Question :

Cependant les conditions recommandables évoquées paraissent irréalistes dans l'économie actuelle, compte tenu des mécanismes établis de création des liquidités, et des positions établies des puissances économiques, et des taux d'intérêt peu motivés ! Serait-il possible de les appliquer ?

Réponse N.A.

C'est là, que la compétence, et la sagesse, et l'adresse, des gouvernants est mise à l'épreuve : il faut un objectif efficace (comme on espère pour celui décrit), mais il faut aussi l'expliquer de façon convainquante, et pouvoir mettre en oeuvre démocratiquement la transition nécessaire en l'étalant sur une durée raisonnable. Cette transition est exposée aux impatiences et surtout aux incompréhensions, sans compter les oppositions partisans et égoïstes ; le rêve évident voudrait que les opinions extrêmes les plus responsables se rallient à une politique « équilibrée », comme l'ont décrite des personnalités (Maurice Allais entre autres), qui opère la transition du progrès avec le plus de sécurité, au lieu de batailler avec des arguments stériles, partiels et partiels. Peut-être que pour des politiciens dans ces conditions, il faut être héroïque pour adopter une position raisonnable, prévoyante, équilibrée, et surtout responsable, désintéressée,....etc, et compétente ! Mais il est difficile d'être tout cela en face d'un électorat partisan ...et peu compétent, abreuvé par des médias au comportement souvent desinformateur. A quand le « rassemblement techno-politique » ?

Question :

La réalité semble donc justifier d'être très pessimiste : en économie capitaliste dite démocratique, les citoyens sont libres de prendre des initiatives favorables à la « croissance » (du PIB ou des conditions de vie?) à condition d'accepter, outre les risques du métier, les risques de fonctionnement monéto-financier qui sont visiblement entre les mains « du marché des capitaux », c'est-à-dire de certains hommes de pouvoir financier qui ont le droit d'être irresponsables sans prendre de risque personnel, et même prenant profit des soubresauts qui accablent les producteurs réels. Que pensent en fait les candidats politiques à la présidence de leurs pseudo pouvoirs ?

Réponse N.A.

Je ne sais pas : il m'a été suggéré de leur faire connaître le « Commentaire ». ci-dessus, bien que cela paraissait sans espoir d'être pris en compte (autant...cracher par terre ?). J'ai eu la curiosité de l'envoyer par mail à 6 candidats sur 10 dont j'avais eu une adresse mail : j'ai eu 5 réponses de « bien reçu et transmis », mais aucune suite visible dans les positions exprimées publiquement : même en septembre et lors des commentaires sur l'Euro etc ; d'ailleurs les journalistes dits économistes semblent trop souvent ignorer les principes du contrôle du fonctionnement des liquidités monétaires : ils cèdent à la tentation de faire des critiques extrêmes et opposées, l'Euro étant considéré tantôt comme le danger public, tantôt comme la planche de salut. La réalité du fonctionnement de la monnaie reste un tabou, une idole ou un mystère. Le nouveau président de la BCE ne répond pas aux questions me semble-t-il. Cela vaut peut-être mieux s'il agit avec compétence, responsabilité et indépendance (et respect des conditions de vie générales).

P.S. L'exposition intéressante (2013) du musée de la Villette ignore « la crise » et même M.Allais !.